

TRIBUNE OUVRIERE

Journal publié par un groupe d'Ouvriers
de la Régie Renault

RETRAITE OU EMANCIPATION

Dans le numéro 5 de "Tribune ouvrière", un camarade a posé la revendication du droit à la retraite à 55 ans pour les ouvriers comme pour les fonctionnaires. Le camarade conclut son article en écrivant : "Nous estimons que la société a la possibilité d'offrir à ceux qui suent et surtout à ceux qui produisent, le repos à 55 ans."

Si l'on considère la société actuelle, c'est-à-dire la société gérée par les capitalistes, c'est-à-dire la société basée sur l'exploitation de l'homme par l'homme, cette société là n'a pas la possibilité de permettre à L'ENSEMBLE des travailleurs de vivre en dehors de la production après un certain nombre d'années de travail. Le rôle de cette société exploiteuse n'est pas de satisfaire les besoins de l'ensemble de la population laborieuse, mais de satisfaire les besoins du profit des classes dirigeantes.

La retraite des vieux à 65 ans, dont le taux dérisoire ne permet même pas un entretien misérable des travailleurs que l'âge a arraché à la production, n'est pas prélevée sur les profits des capitalistes. Ce sont les travailleurs qui continuent à produire qui doivent payer à leurs aînés, par l'intermédiaire de la "Sécurité Sociale", le morceau de pain qu'on lance aux vieux à 65 ans. Car même la part versée par les patrons à la sécurité sociale est prélevée sur la masse des salaires et non sur la masse des profits.

Quand les patrons sont contraints sous la pression ouvrière d'accorder de meilleurs salaires, ils s'arrangent toujours pour reprendre rapidement ce qu'ils ont dû céder. De même s'ils devaient à la suite d'un important mouvement revendicatif rapprocher l'âge de la retraite, ils nemanqueraient pas de faire supporter les frais de cette concession à ceux qui continuent à produire. Lutter pour l'avancement de l'âge de la retraite c'est, ainsi que nous le disions dans notre N° 3, à propos des conventions collectives, "lutter pour un adoucissement de notre condition d'exploité mais aussi admettre cette condition!"

Que les travailleurs soient obligés à certains moments de lutter pour des revendications économiques afin de freiner leur exploitation, cela est indiscutable. Mais cela ne doit pas leur faire perdre de vue qu'ils doivent viser beaucoup plus haut. Tant qu'ils n'auront pas su arracher le pouvoir politique aux classes exploiteuses, tant qu'ils reconnaîtront à ces classes le droit de diriger la société - et c'est leur reconnaître ce droit que de leur demander d'améliorer leur sort - toutes les conquêtes qu'ils pourront arracher leur seront reprises d'une façon ou d'une autre.

La technique moderne devrait permettre un accroissement

- ENCORE SUR LE TRAVAIL AU RENDEMENT -

Dans le dernier numéro de notre journal, un camarade a posé le problème des cadences. En conclusion, l'article oppose à la diminution des cadences la suppression pure et simple de celles-ci. D'un autre côté, l'article affirme que ce sont les ouvriers qui doivent déterminer les temps, et non les chronométrateurs qui n'en seraient pas capables.

Il faut d'abord s'entendre sur le terme de cadences. Si l'on veut parler d'un rythme de travail qui est imposé à une chaîne de production d'O.S., cela signifie quelque chose. Mais si l'on parle du travail au rendement en général, cela ne veut plus rien dire du tout. On nous parle de cadences dans des cas où il ne s'agit en fait que du travail aux délais chez les outilleurs.

QUELLE EST D'ABORD LA SITUATION DANS L'USINE?

Pour 90% des cas, le travail au rendement n'est qu'une mystification pure et simple; car si après la libération les patrons, avec l'aide des syndicats, ont voulu étendre le système du salaire au rendement à la totalité des ouvriers sur machines et jusqu'aux employés, ils le firent pour obliger l'ouvrier à travailler plus intensément. Ils généralisèrent ce système pour faciliter la tâche de la maîtrise qui n'avait plus aucune autorité, et pour obliger l'ouvrier à accepter lui-même d'accélérer son travail, en lui faisant croire qu'il gagnerait davantage. Le travail au rendement est en fait un contremaître derrière chaque ouvrier, accepté par celui-ci.

On s'aperçoit aujourd'hui, après dix années d'expérience, que nous avons travaillé de plus en plus vite, que cela continue en s'aggravant, et que nos salaires n'en sont pas augmentés pour autant. De plus, ce système n'est même plus réalisable. Pourquoi?

1°- Parce que dans les ateliers de production la plupart des O.S. n'ont pas de tâches individuelles, mais doivent fournir la quantité de pièces lancées dans la chaîne et suivre le rythme des machines.

2°- Parce que le déplacement fréquent des ouvriers dans la production des ateliers n'a pas permis de comptabiliser chaque pièce qu'ils font.

Petit à petit, les O.S. sont passés du bon individuel au bon collectif.

Il y a, dans les ateliers de production, un rythme de travail, une intensité de travail, et c'est sur ce terrain que se situe la lutte. Les ouvriers essaient par tous les moyens de s'opposer à l'accélération des cadences. Il n'y a plus de rapport direct entre une quantité de travail et le salaire, car tout le monde est réglé à 145 % dans ces ateliers de production.

Le but de la direction a réussi. Ce but était de faire réaliser 90 minutes dans l'heure. Et ce sont les ouvriers qui ont permis cela, en crevant les plafonds et en pensant ainsi gagner davantage, ils le firent surtout poussés par les syndicats en qui ils croyaient.

QUELS SONT LES OUVRIERS QUI TRAVAILLENT EFFECTIVEMENT AUX DELAIS?

En dehors des ouvriers et ouvrières du décolletage, les seuls qui sont encore au bon individuel sont les P.1, P.2 & P.3 travaillant à la fabrication de machines ou d'outillage. Ils sont au bon individuel, car leur travail est un travail individuel.

Voyons d'abord le cas du décolletage. Nous trouvons là le pur système du travail aux pièces avec tous ses avantages et ses inconvénients. C'est-à-dire: il y a le bon et le mauvais travail, le bon travail va toujours aux mêmes et le mauvais aussi. Ce régime est tout à fait rentable pour la direction, celle-ci trouve des défenseurs acharnés du système parmi les ouvriers privilégiés qui règlent à 160, 180 et même 200 pour cent. Les plafonds sont libres jusqu'à 200 pour cent, parce que c'est le moyen pour la direction de trouver le plus juste temps pour réaliser une pièce et cela dans la concurrence que se livrent les ouvriers contre eux-mêmes. Comme de toute...

façon, les salaires de base sont très bas, la direction a tout à gagner avec ce système. De plus, le chronométrage révisé périodiquement les temps et aussi périodiquement en change les ouvriers.

Chez les outilleurs, la situation est plus confuse. L'objectif de la direction est d'avoir une diversité totale des salaires pour dresser les ouvriers les uns contre les autres. Nous avons d'abord les catégories, souvent artificielles, et on voit des P.1 faire du travail de précision pendant que des P.3 font pendant des mois du travail de fabrication de série. Ensuite, les temps sont beaucoup plus difficiles à établir et, en général, les chrono mettent des temps inférieurs à seule fin de faire réaliser les temps par les compagnons. Il restera que l'ouvrier qui a la cote sera payé, et les autres seront coulés. Nous nous trouvons ici devant la mystification la plus flagrante, dans l'arbitraire le plus absolu, comme si l'on considérait en haut lieu que le salaire qui est donné aux outilleurs était trop fort et que le moyen de faire des économies consistait à payer les compagnons au mini.

En dehors des heurts permanents que cela entraîne, il faut bien dire que la qualité du travail s'en ressent, et souvent une pièce de grande importance est sabotée parce que le compagnon veut la réaliser dans le temps.

Nous nous trouvons devant deux problèmes distincts que l'on a voulu lier ensemble.

1°- le rythme du travail individuel ou collectif,

2°- la mystification qui consiste à lier le salaire à une quantité abstraite de travail.

LE RYTHME DU TRAVAIL.-

Dans l'industrie moderne de production de masse, le rythme, l'intensité du travail se sont considérablement accélérés ces dernières années. Dans le même temps, le travail, par sa division même, perdait de plus en plus tout caractère intéressant. Le monde moderne n'aura plus besoin que d'O.S., approvisionneurs de machines, ou d'O.S. de la planche à dessin. Aujourd'hui comme demain, dans une société socialiste, la tâche que l'on doit remplir pour la société dans la grande production ne peut plus être un but en soi. C'est en dehors du travail que l'homme commence à vivre. Mais pour qu'il puisse vivre, il faut que cette intensité du travail lui permette de travailler un nombre d'heures toujours moindre. La seule solution aux cadences c'est la diminution de la journée de travail.

LA MYSTIFICATION DE LIER LE SALAIRE A UNE QUANTITE DE TRAVAIL.-

Le patronat ne paie pas une quantité de travail, il paie la nourriture et le logis d'esclaves de qui il demande toujours le maximum. Tous les systèmes, et particulièrement le travail au rendement, ont pour but de faire travailler l'ouvrier le plus possible. Et si, de nos jours, nous faisons 48 heures par semaine, c'est parce que, avec le rythme actuel, L'HOMME NE PEUT PAS EN FAIRE PLUS, car déjà avec ces 48 heures il sort exténué de l'usine. Si le patronat a développé les différentes formes de travail au rendement, délais ou pièces, c'est parce que, toujours, il faut qu'il camoufle son exploitation par différentes justifications, et celles-ci consistent à faire croire à l'ouvrier que plus il travaille, plus il gagne.

Le premier acte de résistance à l'exploitation consiste donc à refuser cette idée et à affirmer que nous n'avons pas à entrer dans ces considérations, mais exiger de travailler toujours moins d'heures d'abord, ensuite de résister à toutes les tentatives d'accélération du travail, MAIS SURTOUT NE PAS ACCEPTER QUE NOTRE PAYE, QUI N'EST QU'UN MINIMUM, PUISSE ETRE AMPUTEE PAR DES TOURS DE PASSE-PASSE. Nous n'avons pas à entrer dans des calculs de temps, nous n'avons pas à accepter d'aider en quoi que ce soit toute cette mystification, ce salaire minimum que nous touchons ne peut subir aucun abaissement, nous devons donc refuser en bloc tous ces systèmes.

-:-:-:-:-

LES MERES DE FAMILLE BOUCHERONT-ELLES LES TROUS DES SERVICES SOCIAUX DU C.E.

Après le scandale des cantines, aussi chères que les restaurants du coin, voici une nouvelle augmentation des crèches et garderies d'enfants.

Un bonze du C.E. ne sait que répondre qu'il faut "boucher les trous".

Une lettre d'explication parle de légère augmentation. Pour un P.2 dont la

.../...

femme travaille, la journée passe de 100 à 300 Frs. Quand on sait comment l'argent des ouvriers est gaspillé en somptueuses affiches et tracts, en sorties patriotardes à Orléans et autres Verdun, on comprend où disparaissent les millions. Mais pour les ouvriers, les services sociaux offrent des "aides sociales" aussi chères que les affaires commerciales. Les mères de famille ne peuvent pas se contenter de décisions prises au sommet, elles demandent des comptes: Combien de subventions pour les crèches et garderies, combien touche le personnel dirigeant de ces établissements, détail de tous les salaires et dépenses. Avant toute augmentation, nous demandons la constitution d'un comité de contrôle formé des parents, et si les dépenses dépassent les recettes, alors c'est à la direction de payer et non pas aux ouvriers.

Un père de famille mécontent.

---:---:---:---:---:---

LES HEURES SUPPLEMENTAIRES & LA DIVISION DES OUVRIERS

Si tous les ouvriers refusaient de faire des heures supplémentaires, si tous les ouvriers refusaient même de travailler plus de 40 Heures tout en exigeant la même paye, les patrons seraient bien obligés de céder. Cela tout le monde est d'accord pour le reconnaître, mais personne ou presque ne croit que cela est réalisable. Les ouvriers pensent qu'ils ne réussiraient jamais à s'entendre.

Pourquoi donc une telle méfiance? Cette méfiance des ouvriers entre eux n'est pas quelque chose de naturel. Il y a eu des périodes où les ouvriers avaient confiance en leurs camarades; si aujourd'hui ils ne l'ont pas, si beaucoup cherchent à se débrouiller seuls, c'est qu'il y a un raisonnement. Pendant des années, les politiciens ont dressé des barricades entre les ouvriers, les ont montés les uns contre les autres pour leurs propres intérêts. Ils ont montré à la classe ouvrière que l'ennemi n'était pas la classe sociale d'en face, en faisant croire aux Bons Patrons et aux Bons Gouvernements.

La plupart du temps les luttes revendicatives ont été transformées en un jupon de politiciens et déviées de leurs voies. Pendant des années, les syndicats ont jeté les ouvriers les uns contre les autres selon qu'ils croyaient en la Démocratie Russe ou en la Démocratie Américaine, mais ils se sont tus sur le problème de la hiérarchie des salaires et des heures supplémentaires. Bien plus, ils ont approuvé de telles choses.

Aujourd'hui on s'étonne que les ouvriers acceptent de faire des heures supplémentaires et ceux qui s'étonnent le plus sont souvent ceux qui ont crié le plus fort pour en faire. Aujourd'hui, les syndicats ne disent même plus aux ouvriers de refuser ces heures supplémentaires. Ils disent qu'il faut revenir à la semaine de 40 Heures mais à côté de cela ils font des revendications pour majorer les heures supplémentaires (projet de conventions collectives).

C'est tout cela qui a jeté les ouvriers dans le désarroi et la méfiance. Avoir confiance en qui se demande-t-on, après tant d'expériences malheureuses? La plupart des ouvriers acceptent aujourd'hui de faire des heures supplémentaires, c'est pourquoi les syndicats se taisent sur cette question. Etant donné qu'ils ne peuvent plus se servir des ouvriers comme masse disciplinée, ils ne veulent pas heurter ces ouvriers, en qui ils ne voient que des machines à voter. Bien plus, ils n'hésiteront pas à flatter, à faire toutes les bassesses, à tout pardonner à l'ouvrier qui acceptera de poser sa signature au bas d'une pétition patriotarde.

Ceux qui acceptent de faire des heures supplémentaires se servent de ce prétexte. Mais la faute est d'autant plus grande aux organisations qui ont permis à ces ouvriers de se retrancher derrière cette excuse. Si tous ces prétextes n'existaient pas, les ouvriers ne pourraient pas les utiliser. Si tout le monde n'avait aucune raison de se méfier, il est probable que personne ne se méfierait. Pour que les ouvriers aient confiance en eux-mêmes, il faut donc briser ce qui les divise: Lutter contre les désaccords politiques qu'entretiennent les organisations syndicales; Lutter contre les différentes hiérarchies qui opposent les ouvriers entre eux. Ce n'est que dans ce sens que l'on pourra lutter effectivement aussi bien contre les heures supplémentaires, que contre tout ce qui écrase la classe ouvrière.

Ce n'est que de cette façon, que les ouvriers pourront regagner la confiance en leur propre force, LA CONFIANCE EN EUX-MEMES.

---:---:---:---:---:---

